

Une ligne cohérente depuis 60 ans

2 mois de révolte paysanne se sont écoulés et jamais les médias n'auront autant parlé de nos objectifs, de nos souhaits. Parmi la population, le soutien aux idées que nous désirons voir se concrétiser est immense. C'est surtout dans le milieu paysan que des interrogations subsistent, voire que des aspirations légitimes des paysans sont remises en question.

Ce numéro spécial de notre journal a pour objectif de rappeler que l'ensemble des actions que nous menons et que nous mènerons sont issues d'une vision claire que nous avons pour l'agriculture et sur le rôle que celle-ci doit jouer dans nos sociétés.

Nous ne nous levons pas un matin pour formuler une revendication d'1 franc par litre de lait pour le producteur. Celle-ci a été mûrement réfléchie.

Nous ne sortons pas d'un chapeau une mesure de gestion des quantités de lait; c'est le fruit d'un long processus de réflexion des membres de la commission lait d'Uniterre, tous producteurs.

Quand nous nous sommes décidés, en 2002, à appuyer les projets d'agriculture contractuelle de proximité, ce n'était pas par hasard; nous avons perçu la richesse de ce type de projets, l'intérêt qu'ils pourraient susciter auprès de la population et la dynamique «militante» qu'ils pourraient engendrer parmi les paysannes et les paysans.

Lorsqu'au début des années 1990, Uniterre a fait partie des membres fondateurs de la Coordination paysanne européenne (devenue Coordination Européenne Via Campesina), c'est parce que votre syndicat avait saisi que tout ne pouvait se résoudre au plan national. Qu'ici comme ailleurs, nous vivons des problématiques similaires et qu'unis nous sommes plus forts! Il y a 2 milliards de paysans sur cette terre, nous n'avons jamais été aussi nombreux, n'en déplaise à ceux qui prônent l'évolution structurelle. C'est dans cette même optique qu'Uniterre a rejoint, en 2006, le mouvement européen European Milk Board (EMB). Grâce au dialogue avec nos collègues internationaux, nous nous enrichissons et nous développons des visions cohérentes qui ont pour objectif de mettre les personnes, les humains, au centre des enjeux et non de contribuer à un système qui ne servirait qu'à enrichir les intermédiaires.

Quand nous revendiquons la nécessité de relocaliser la production, de donner priorité à la production locale pour la population et de placer au second plan le commerce international, nous contribuons aussi à ébaucher des solutions pour réduire l'impact des marchés agricoles sur le climat. Nous voulons rétablir la réalité des coûts de production afin de maintenir, voire développer, des emplois rémunérateurs dans la filière agricole; du champ à l'assiette. Et nous ne nous gênons pas de dire qu'il faudrait plus de paysans. Réduire les coûts pour survivre économiquement est un mythe. Il n'y a que peu de valeurs ajustables: les salaires des employés qui sont déjà trop peu élevés ou les coûts des fourrages... c'est alors prendre des sous à son collègue céréalier.

Ce qu'il faut c'est des prix équitables.

Tout ceci est contenu dans le concept de souveraineté alimentaire que nous avons élaboré avec nos collègues de La Via Campesina. Démonstration dans ce journal. Au fil des pages. Bonne lecture.

Uniterre